

# Les femmes en temps de crise : Repenser l'extraordinaire et le quotidien

## Résumé des présentations de la conférence en ligne du 18 octobre 2024 (de 9h00 EST/ 15h00 CET à 14h00 EST/ 20h00 CET)

Tamar Ly<sup>1</sup>, Youssef Sharaf<sup>2</sup> et Nicholas Sowels<sup>3</sup>

Décembre 2024

### Introduction

La conférence en ligne, d'une durée de 5 heures, a débuté par une séance plénière avec deux communications principales. Elle a été suivie de deux séries de sessions parallèles, chaque session étant composée de deux panels de trois communications et de discussions. Ensuite, une troisième communication du conférencier principal a donné lieu à une discussion plus générale entre tous les participants à la conférence. Ce texte vise à résumer les points clés soulevés par l'ensemble des intervenants, suite à la revue de littérature préparée durant l'été 2024.

### Séance plénière d'ouverture : une approche féministe des crises et anticipation des crises futures et des réponses politiques, présidée par Angela Greulich (résumé par Nicholas Sowels)

La conférence s'est ouverte avec deux communications plénières contrastées et complémentaires des conférencières principales Hélène Périvier (SciencesPo, OFCE) et Eugenia (Jenny) McGill (Columbia, SIPA), qui ont respectivement présenté un aperçu des avancées en matière de droits des femmes et des menaces découlant des crises, ainsi qu'une approche praticienne/ formatrice pour faire face à l'impact des crises.

Dans sa communication, ***Une approche féministe des crises : Inégalités structurelles de genre et réversibilité des droits des femmes***, Hélène Périvier a commencé par examiner comment les droits des femmes ont progressé et comment les inégalités ont été réduites au cours de la seconde moitié du XXe siècle, malgré le fait que la plupart des politiques publiques aient soutenu le modèle de l'« soutien de famille masculine ». Elle a identifié trois séries de facteurs, étroitement liés, pour expliquer ce phénomène – en ce qui concerne l'Europe. Tout d'abord, des facteurs politiques ont poussé les femmes à obtenir des droits et une citoyenneté à part entière, notamment l'éducation, le droit de vote et la participation économique au marché du travail. Deuxièmement, des facteurs démographiques sont intervenus, notamment le contrôle des naissances et l'avortement, permettant aux femmes de contrôler leur corps,

---

<sup>1</sup> Tamar Ly est candidate à une licence à l'université de Colombie-Britannique et a récemment achevé un programme d'échange universitaire international d'un an à Sciences Po Paris. Elle est actuellement assistante de recherche auprès du Dr Angela Greulich, ce qui lui permet d'approfondir ses intérêts à l'intersection des relations internationales et de la santé mondiale.

<sup>2</sup> Youssef Sharaf est doctorant contractuel en sciences politiques à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et maître de conférences-assistant à l'Université du Caire.

<sup>3</sup> Nicholas Sowels est maître de conférences en anglais économique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

l'âge du mariage et d'adopter des normes familiales différentes, etc. Troisièmement, des facteurs économiques, notamment la tertiarisation des économies, qui exigent un capital humain et des compétences différents. Cela dit, d'importantes inégalités de genre persistent en Europe, comme la ségrégation sexuelle dans l'éducation, la sous-représentation des femmes dans les disciplines STIM et des hommes dans les formations du secteur des soins, ainsi que dans l'emploi et les carrières (en termes de salaires, de promotions, de plafonds de verre, etc.). La division sexuelle du travail et la « pénalité infantile » de la maternité, qui sont bien documentées (par exemple dans l'article de Kleven et al.), sous-tendent cette situation<sup>4</sup>. Le modèle du soutien de famille masculin est donc toujours présent, en particulier dans les pays où les normes de genre sont fortes.

Qu'en est-il donc de la « crise » (en dehors de la crise écologique qui, pour Périvier, est bien plus un phénomène structurel perturbateur) ? Deux grandes crises peuvent être envisagées. D'abord, la Grande Récession (à partir de 2008) est souvent considérée comme une *He-Cession*, car les hommes ont d'abord perdu plus fréquemment leur emploi (dans la construction, l'immobilier et la finance). Elle a été suivie d'une "*She-Austerity*", notamment en Europe, où les gouvernements ont poursuivi la consolidation budgétaire, entraînant un recul des droits sociaux et des services à la personne, affectant particulièrement le secteur tertiaire et les femmes. En raison des inégalités structurelles, les politiques publiques ne sont donc pas neutres. La réponse politique à l'effondrement du capitalisme a été préjudiciable aux femmes, mais elle aurait pu être différente. Deuxièmement, la crise de la Covid a également eu de nombreuses dimensions liées au genre – sur les marchés du travail, dans les familles, dans l'accès à l'avortement, dans la pauvreté et dans les migrations (à l'échelle mondiale). En termes d'éducation également : les travaux de Boring et Moroni indiquent qu'il y a eu un glissement vers des croyances plus traditionnelles sur les rôles des hommes et des femmes pendant les confinements<sup>5</sup>. Cela signifie que les droits et les progrès sociaux sont réversibles. Les politiques publiques doivent continuer à soutenir l'égalité des sexes, faute de quoi elle disparaîtra, même dans des pays comme la France où l'égalité peut sembler forte et acceptée par les jeunes hommes.

Hélène Périvier a terminé par quelques réflexions sur la politique des droits des femmes, qui n'est pas son domaine d'économiste. Mais je suis très préoccupée par ce que l'on voit en termes d'illibéralisme, comme on l'a vu aux États-Unis avec Trump, et en Europe. Malgré le fait que l'égalité des sexes dans l'Union européenne soit une valeur fondamentale, on voit des forces conservatrices se développer en Europe. C'est le cas des droits LGBT et de la pression dans les universités sur les études de genre, par exemple en France où l'on parle d'« anti-wokisme » et en Hongrie où des départements d'études de genre ont été fermés. Quant aux droits reproductifs, l'Europe est aussi sous pression. Même si la France a inscrit la liberté (et non le droit !) d'avorter dans sa constitution, le droit à l'avortement a été fortement contesté ailleurs (Pologne et Hongrie). Il y a des forces conservatrices bien organisées et financées. Les progrès sociaux sont réversibles. Enfin, les jeunes hommes semblent moins féministes – en fait, il semble y avoir une fracture entre les jeunes hommes et les jeunes femmes. Périvier n'en est pas surprise car l'égalité des sexes n'est pas un processus gagnant-gagnant – il y a des perdants. Contrairement au discours néolibéral des années 1990, selon lequel tout le

---

<sup>4</sup> Henrik Kleven, Camille Landais & Gabriel Leite-Mariante, "[The Child Penalty Atlas](#)", *Document de travail* 31649, NBER, août 2023, DOI 10.3386/w31649.

<sup>5</sup> Anne Boring et Gloria Moroni, "Turning back the clock : Beliefs about gender roles during the lockdown", *Labour Economics*, Elsevier, vol. 84(C), 2023.

monde s'en sortirait mieux, ce n'est pas vrai. Construire une société durable fondée sur l'égalité entre les hommes et les femmes est un défi majeur. Les problèmes sont particulièrement aigus dans les régions confrontées à des difficultés économiques, et le changement climatique va intensifier ces difficultés à mesure que les ressources se raréfient.

La communication de Jenny McGill, ***Anticipating Gender Dimensions of New Crises Based on Prior Cases : Les objets dans le rétroviseur peuvent sembler plus proches qu'ils ne le sont***, examine différentes manières de gérer les crises, en se référant d'abord à trois documents politiques. Tout d'abord, le document de Diane Elson intitulé « Gender and the global economic crisis in developing countries : a framework for analysis » (2010)<sup>6</sup>, qui s'inspire de la crise économique asiatique (et d'autres) pour anticiper et réfléchir aux conséquences de la crise financière mondiale actuelle (GFC, 2007-2009). Ensuite, une boîte à outils du réseau GAD d'ODA aux Philippines intitulée « Gender Quality Actions for Hazard-Prone and Disaster-Affected Areas » (Actions de qualité en matière de genre pour les zones exposées aux risques et touchées par les catastrophes), conçue pour répondre aux crises annuelles créées par les typhons (et parfois les tremblements de terre). Le document examine les trois étapes de la préparation, de la réponse et du suivi aux catastrophes, et fournit des informations détaillées sur la gestion des crises liées au climat. Troisièmement, la note d'orientation du Bureau du Secrétaire général des Nations unies sur l'impact de la Covid-19 sur les femmes, publiée en avril 2020<sup>7</sup>, examine les impacts immédiats de la Covid-19 sur le genre au niveau mondial (en s'appuyant probablement sur d'autres crises gérées par le système des Nations unies, comme Ebola).

Ces trois documents sont des guides et des outils très différents pour anticiper et gérer les crises, fournir des conseils et ouvrir l'analyse à des considérations plus larges sur la gestion des crises. En analysant la littérature grise des agences et des organisations de développement et humanitaires, avec un étudiant chercheur, ils ont découvert une gamme incroyablement diversifiée d'approches développées par les décideurs politiques. En termes de méthodologie, la plupart des boîtes à outils, guides, etc. semblent s'appuyer sur des tendances générales, sur des faits stylisés sur les relations et les disparités entre les sexes, dans contextes différents : par exemple, Diane Elson adapte son analyse de la crise asiatique (au Sud) à la crise financière mondiale, qui a pris naissance au Nord, pour examiner différents aspects de l'économie des soins et du secteur de la reproduction. Cela dit, les boîtes à outils sont quelque peu biaisées car elles sont produites par des organisations qui fournissent des services de procréation ou des services financiers, etc. et qui considèrent donc les crises sous l'angle de leur activité. En outre, les boîtes à outils n'indiquent pas dans quelle mesure elles sont réellement utilisées – sont-elles vraiment utiles ? En effet, lors des crises, les décideurs politiques trouvent souvent des excuses pour ne pas aborder les questions de genre, qui sont repoussées à plus tard, compte tenu des préoccupations immédiates. La note de l'ONU cherche à mettre les préoccupations des femmes au premier plan. Comme l'a souligné son assistante, la nouvelle génération d'outils dotés d'IA et d'apprentissage automatique signifie qu'il existe des initiatives pour analyser le big data et mieux prédire les impacts des crises. Le Complex Risk Analysis Fund (Fonds d'analyse des risques complexes) et l'Anticipation Hub cherchent à anticiper les crises futures grâce à des mesures de protection sociale. Jenny

---

<sup>6</sup> Diane Elson, "[Gender and the global economic crisis in developing countries : a framework for analysis](https://doi.org/10.1080/13552074.2010.491321)", *Gender & Development*, Vol 18, 2010. <https://doi.org/10.1080/13552074.2010.491321>

<sup>7</sup> UN Women, "[UN Secretary-General's policy brief : L'impact du COVID-19 sur les femmes](#)", Nations Unies, 9 avril 2020.

McGill a déclaré qu'elle comptait enquêter sur ces nouvelles initiatives, pour voir quelles méthodologies les acteurs utilisent, s'ils s'appuient sur des travaux existants pour remédier aux biais qui existent dans le big data.

**Discussion** : Angela Greulich demande si les crises, qui comportent souvent des risques de contrecoup, n'offrent pas également de nouvelles opportunités : par exemple, les femmes qui ont rejoint le marché du travail en Espagne après la crise financière mondiale dans un « effet de travailleur supplémentaire », mais qui sont ensuite restées ; ou comment le télétravail après la Covid a offert de nouvelles possibilités de travail. Ania Szczepanska a demandé dans quelle mesure les récits affectent la façon dont nous percevons le passé – en dehors des causes économiques et politiques. Yasmine Ergas a demandé, étant donné que les crises semblent se produire systématiquement, quel est le concept de crise lui-même ? S'agit-il d'une aberration par rapport à la normalité ou d'un produit systémique d'un ensemble particulier de configurations sociales, qui devrait affecter la façon dont nous pensons à la préparation

Hélène Périvier a indiqué qu'en tant qu'économiste, elle considère les crises comme une perturbation temporaire – un grand choc suivi d'un retour à la normale – alors que le réchauffement climatique, par exemple, est une tendance. Pour elle, les crises sont donc des événements plus spécifiques, même si au sein du capitalisme – et de ses variétés – elles se répètent, bien qu'avec des conséquences différentes (comme la Grande Récession). Oui, il faut regarder les définitions. Concernant la question de Szczepanska sur le récit, Périvier dirait que dans les années 60 et 70, il y a peut-être eu une convergence entre le capitalisme et le féminisme, car les femmes voulaient s'émanciper – de la violence (domestique). Le capitalisme avait besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et il était donc plus facile pour les femmes d'entrer sur le marché du travail. Mais quand il n'y a pas de convergence, les femmes (et les migrants) sont menacées. Elle n'est pas sûre de l'idée d'un retour en arrière, dans la mesure où l'on ne peut pas revenir sur le passé. En ce qui concerne la remarque d'Angela Greulich sur l'effet du travailleur supplémentaire, il est vrai que cela aide les femmes individuellement, mais ce type de travail est souvent très ségrégué : Il s'agit d'une « petite bonne nouvelle ». Le télétravail peut aussi avoir quelques inconvénients, surtout si seules les femmes travaillent à domicile. Cela aura un impact sur les salaires et les possibilités de promotion.

Jenny McGill a ajouté qu'en matière de crises, il existe un continuum, par exemple aux Philippines, qui connaissent des catastrophes naturelles annuelles. L'expérience acquise dans ce pays donne quelques indications sur la manière de faire face aux effets du climat de manière plus générale.

### **Session parallèle 1A : *Changement climatique*, présidée par Emmanuelle Kalfon (résumé par Tamar Ly)**

Les quatre sessions parallèles de la conférence ont abordé les thèmes saillants du changement climatique, de la violence sexiste, des questions liées au travail, des crises politiques et économiques et de la résistance des communautés. La première session parallèle consacrée au changement climatique s'est appuyée sur les travaux de Lydia Gibson, Angela Greulich et Jackie Dugard. Dans sa présentation intitulée « ***The Process and Materiality of Gender in Rural and Traditional Communities*** » (***Le processus et la matérialité du genre dans les communautés rurales et traditionnelles***), Lydia Gibson a

exploré les intersections du genre et de la crise, qui servent de cadres conceptuels de base pour la conférence. Elle a soutenu que le genre et la crise sont des processus façonnés par leurs dimensions spatiales et temporelles, qui influencent et redéfinissent la vie quotidienne. Gibson a commencé par examiner la manière dont les crises sont construites en tant que phénomènes temporels et spatiaux, en se demandant comment elles émergent, évoluent et finissent par disparaître du discours public. S'appuyant sur les idées philosophiques de Bertrand Russell, elle a critiqué la présentation des crises comme des événements isolés et extraordinaires, suggérant qu'elles révèlent souvent des problèmes sociaux persistants et non résolus. Elle a souligné que la marginalisation et la pauvreté occupent leur propre « temps et espace », où les impacts des crises sont particulièrement visibles. Un discours scientifique utilisant la géographie féministe a suivi, notamment en examinant la manière dont les crises environnementales affectent de manière disproportionnée les femmes. Les femmes des communautés marginalisées subissent des pressions cumulatives provenant à la fois des tâches ménagères et du travail salarié, qui deviennent encore plus exigeantes en période de pénurie de ressources. S'appuyant sur ses recherches sur le terrain dans une communauté de la forêt tropicale montagneuse de la Jamaïque, Mme Gibson a illustré cette lutte en montrant comment l'interdiction des plastiques à usage unique décrétée par le gouvernement en 2018 a perturbé les pratiques traditionnelles, en particulier pour les femmes qui dépendaient du plastique pour les tâches quotidiennes telles que le transport des marchandises. En l'absence d'alternatives viables, cette politique environnementale a involontairement marginalisé davantage les femmes rurales, soulignant la manière dont les réponses aux crises peuvent reconfigurer les espaces et les rôles sexués. L'analyse de Gibson souligne que la restructuration de ces espaces est moins une conséquence de la crise environnementale elle-même que de la réponse gouvernementale, qui n'a pas pris en compte le contexte socio-économique unique de ces communautés.

La présentation d'Angela Greulich, intitulée « ***The Effect of Heat on Fertility Rates in France*** » (***L'effet de la chaleur sur les taux de fécondité en France***), s'est concentrée sur l'impact du changement climatique, et plus particulièrement de la hausse des températures, sur les taux de fertilité. Ses recherches avec Sophia Noël suggèrent que dans les pays à revenu élevé comme la France, les vagues de chaleur entraînent une diminution du nombre de conceptions, car la chaleur extrême a un effet négatif sur la qualité du sperme masculin. L'étude a révélé que les taux de fertilité chutent considérablement environ neuf à dix mois après une journée chaude, sans qu'il y ait de « rattrapage » dans les conceptions par la suite. En quantifiant les résultats, l'impact démographique estimé en France montre 500 naissances de moins par jour les années où les températures dépassent 25 degrés, ces effets s'accumulant au fil du temps. La recherche a émis des hypothèses quant à savoir si les pays habitués à des températures plus élevées, tels que ceux situés dans des zones plus tropicales, pourraient être moins touchés. La baisse de la fertilité à long terme a ensuite été étudiée comme conséquence, dans le contexte français, du doublement du nombre de jours chauds dû au changement climatique. Enfin, Angela Greulich a proposé une réflexion sociologique sur les implications de ces phénomènes : d'une part, la baisse de la fertilité peut être considérée comme positive d'un point de vue écologique, en réduisant l'empreinte carbone humaine ; d'autre part, elle suggère également que de nombreux couples ne sont pas en mesure de réaliser leurs projets de vie, peut-être en raison d'incertitudes économiques et politiques plus larges.

La présentation suivante, intitulée ***Indigenous South African Women and the Climate Polycrisis*** par Jackie Dugard, a mis en évidence les effets dévastateurs du changement climatique sur les femmes BIPOC (Black, Indigenous, and People of Color), en particulier dans les pays du Sud, où elles servent d'« amortisseurs » aux échecs sociétaux. Comme Gibson, Dugard a exploré la terminologie et les fondements philosophiques du concept de crise. Elle a introduit le terme de « polycrise » pour critiquer les inégalités structurelles qui permettent au Nord global de dépasser les limites planétaires, tandis que ceux qui contribuent le moins au changement climatique sont obligés d'en supporter les conséquences les plus graves. En outre, à travers cette optique de polycrise, elle a soutenu que le changement climatique ne peut être considéré de manière isolée, mais doit être compris comme faisant partie d'une convergence plus large du capitalisme, de l'impérialisme, du patriarcat et de la suprématie, qui produisent collectivement des inégalités extrêmes. D'un autre point de vue, elle s'est demandé si le fait de présenter le changement climatique comme une crise universelle incitait réellement à l'action ou risquait d'aliéner les gens. Jackie Dugard a présenté la crise non pas comme un événement singulier et isolé, mais comme un problème systémique et profondément ancré dans un système hégémonique mondial non durable. Elle a ensuite soutenu que réduire la dégradation de l'environnement à une seule crise simplifiée à outrance le problème et risqué de marginaliser les groupes vulnérables, en particulier les femmes. En mettant l'accent sur les dimensions politiques de la crise, elle s'est demandée comment communiquer efficacement la réalité de ces crises qui se chevauchent à ceux qui sont les plus touchés, mais qui ont le moins de pouvoir pour changer le système.

L'étude de cas qui illustre la conceptualisation de la polycrise par Jackie Dugard est la résistance des femmes sud-africaines de la communauté d'Amadiba à l'exploitation minière du titane. Cette lutte a mis en évidence la manière dont les femmes autochtones, en particulier, se sont défendues contre l'ingérence étrangère dans leur vie quotidienne et leur environnement, allant même jusqu'à faire face à la violence et aux meurtres. En portant l'affaire devant les tribunaux, la communauté a remporté une victoire importante dans l'affaire historique *Baleni et autres c. Ministre des ressources minérales* (2019). Depuis plus de 15 ans, la communauté s'oppose aux projets miniers qui menacent de détruire ses terres, et prône plutôt l'écotourisme et l'agriculture pastorale comme alternatives durables. M. Dugard a ensuite souligné le paradoxe selon lequel les détenteurs du pouvoir s'appuient sur les plus marginalisés – ceux qui ont le moins contribué au changement climatique – tout en leur imposant les plus lourdes charges.

**Discussion :** Les présentations ont été suivies d'une discussion sur la sémantique de la « crise » et les études de cas spécifiques présentées. Interrogée sur l'étude de cas jamaïcaine de Lydia Gibson et sur la faisabilité du remplacement du plastique par d'autres outils technologiques, elle a noté que l'interdiction des plastiques à usage unique, bien que destinée à améliorer l'environnement, a perturbé les pratiques essentielles dans les communautés jamaïcaines qui dépendent de ces plastiques pour des besoins fondamentaux tels que le transport de nourriture et de céréales. Elle a fait valoir que les plastiques, bien que nocifs dans certains contextes, jouent un rôle crucial dans d'autres, soulignant la complexité de l'application de solutions environnementales holistiques dans divers contextes.

Le panel a également discuté du terme « crise » lui-même, en se demandant s'il motivait ou démotivait les gens. Jackie Dugard a souligné que le concept de crise peut souvent être aliénant et profondément ancré dans les problèmes systémiques, ce qui rend difficile à traiter

efficacement. Lydia Gibson a ajouté que le fait de présenter un problème comme une crise peut déresponsabiliser et victimiser les personnes touchées au lieu d'encourager un examen plus approfondi des causes profondes. Les participants ont débattu de la question de savoir si d'autres termes pourraient décrire plus efficacement les défis environnementaux et sociaux, en se concentrant sur la façon dont le langage façonne nos perceptions de l'urgence et de l'action dans la résolution de ces problèmes.

### **Session parallèle 1B : Violences basées sur le genre, présidée par Nadeera Rajapaske (résumé par Youssef Sharaf)**

Les communications présentées dans la session parallèle 1B ont abordé le problème chronique de la violence basée sur le genre, la première étant celle de Laurine Martinoty (et al.) : ***Mining, mine closures and domestic violence in South Africa (Exploitation minière, fermetures de mines et violence domestique en Afrique du Sud)***. Elle explore un domaine de recherche peu étudié dans la littérature, à savoir les effets des fermetures de mines sur les communautés locales et le genre, en se concentrant sur le cas de l'Afrique du Sud, qui connaît des opérations de restructuration minière à grande échelle depuis les années 1990. Dans leur recherche, les auteurs comparent les violences rapportées par les femmes dans les zones où les mines ont été fermées avant 2016 et dans d'autres zones où toutes les mines restent opérationnelles. D'un point de vue méthodologique, l'étude s'appuie sur un échantillon d'environ 2 500 femmes, âgées de 16 à 60 ans, en utilisant l'Enquête démographique et de santé en Afrique du Sud, qui est la seule source primaire crédible sur la violence domestique. D'un point de vue politique, l'étude conclut – en construisant des indicateurs de violence *physique, émotionnelle* et *binaire* – que les fermetures de mines augmentent considérablement tous les types de violence domestique, la violence physique et émotionnelle augmentant de deux fois et la violence sexuelle de trois fois. Pour parvenir à cette conclusion, l'étude a exploré trois variables explicatives potentielles : la migration, l'emploi et la nature des relations. Bien qu'elle ait trouvé très peu de preuves de l'impact de la migration, l'étude soutient que les femmes sont plus exposées à la violence lorsque leur partenaire est au chômage et lorsqu'elles ont un petit ami plutôt qu'un mari. L'étude examine également les motifs de la violence en général, en faisant valoir qu'elle peut être intrinsèque ou liée au stress (qui est significativement plus élevé chez les hommes au chômage), ou instrumentale (visant à réaffirmer la domination et à extraire des ressources de leurs partenaires féminines lorsqu'elles ont un emploi). L'étude recommande d'intégrer les fermetures de mines dans le permis social d'exploitation (PSO) et d'intégrer les programmes de réduction de la pauvreté, la création d'emplois et de sensibilisation à la violence contre les femmes dans le cadre du PSO.

La deuxième communication présentée, ***La recherche en tant qu'extension du travail de soins des mères en recherche au Mexique***, a été rédigée par Paulette Bermúdez-Jordana. Dans son exposé, elle présente « la féminisation du travail de soins » dans le cas du Mexique, qui révèle comment, à la lumière de l'étude de l'OIT réalisée par Charmes en 2019, les femmes et les filles effectuent près des trois quarts du travail de soins non rémunéré – qu'il s'agisse de soins directs (comme l'alimentation et l'allaitement) ou indirects (également

appelés « travaux ménagers ») – nécessaires au maintien des familles et de la société<sup>8</sup>. La communication de Mme Bermúdez-Jordana aborde spécifiquement la crise systémique et structurelle de plus de 100 000 personnes disparues entre 2006 et 2024 - hommes et femmes, en âge de procréer. Elle soutient que la charge de travail des femmes en cas de disparition est nettement plus élevée que celle de leurs homologues masculins. La communication met en évidence six éléments principaux qui donnent à cette crise sa réalité : son ampleur atypique, l'impunité, le manque d'informations transparentes et l'incertitude croissante, l'augmentation constante du nombre de disparitions, les violations des droits de l'homme et, surtout, l'absence d'action efficace de l'État. En raison de ces échecs politiques, les mères ont été forcées, selon Bermúdez-Jordana, de « prendre des pelles et des haches » dans tout le Mexique, et ce qui est alarmant, c'est que ces responsabilités s'étendent non seulement aux soins de leurs proches, mais aussi à ceux des personnes à charge, ce qui constitue un fardeau qui affecte de manière disproportionnée les femmes.

La troisième et dernière communication de la session, intitulée "**Conceptualiser la « pandémie de l'ombre » de la violence domestique pendant le COVID-19 et examiner les expériences des pays anglophones**", a été coécrite et présentée conjointement par Célia Atzeni et Nicholas Sowels. Ce dernier a d'abord introduit le terme « pandémie de l'ombre » utilisé par les Nations unies, auquel il est fait référence dans le rapport 2021 d'ONU Femmes sur la violence faites aux femmes pendant la COVID, qui souligne l'augmentation des violences basées sur le genre, qu'elles soient verbales, émotionnelles, psychologiques, physiques, domestiques, sexuelles, économiques, etc. La présentation de M. Sowels a ensuite montré des données paradoxales pour le Royaume-Uni, où les données officielles de séries chronologiques ne montrent aucun changement significatif dans les « violences domestiques » signalées pendant la Covid-19 pour l'ensemble du pays. Cependant, les chiffres de la Metropolitan Police (de Londres, qui représente 1/7 de la population britannique) montrent que les violences commises par des membres de la famille ont augmenté en moyenne de 8,1 % et 17,1 % respectivement, mais que les violences commises par des ex-partenaires ont diminué de 11,4 % (en raison d'un confinement séparé). De même, au Canada, les services de première ligne ont constaté une augmentation de 20 à 30 % des signalements de violences domestiques. Dans ce contexte, il est significatif que Sowels ait soutenu que les femmes réfugiées et migrantes au Canada, en raison de leur dépendance et de leur isolement, sont particulièrement à risque. Dans la deuxième partie de la présentation, Célia Atzeni a expliqué comment elle a utilisé l'analyse critique du discours (ACD), l'approche historique du discours (AHD) et l'analyse du discours assistée par corpus (CADS) pour traiter et analyser de vastes corpus de textes et détecter les modèles liés à sa question de recherche. En utilisant TXM (un outil de textométrie) dans sa recherche, Atzeni a interprété la métaphore de la crise de la « pandémie de l'ombre », qui est apparue ironiquement de façon saisonnière dans le discours de l'ONU en 2020 et 2021 pour mettre en évidence la violence domestique comme un phénomène caché mais dangereux, pas aussi visible que la pandémie de santé très médiatisée, mais qui est restée absente de la base de données terminologique de l'ONU. Il convient toutefois de noter que le terme a néanmoins gagné en popularité et a ensuite été utilisé par des chercheurs et des journalistes. Célia Atzeni a également ajouté que cette représentation posait plusieurs problèmes, notamment le fait que la métaphore place la

---

<sup>8</sup> Jacques Charmes, BIT, [Le travail de soins non rémunéré et le marché du travail. Une analyse des données sur l'emploi du temps basée sur la dernière compilation mondiale des enquêtes sur l'emploi du temps](#), Bureau international du travail - Genève : BIT, 2019.



violence domestique à l'arrière-plan, secondaire par rapport à la crise de la COVID-19, plutôt que comme un problème structurel permanent qui nécessite des mesures politiques à long terme. À cet égard, malgré une sensibilisation accrue pendant la pandémie, la plupart des gouvernements n'ont mis en œuvre que des mesures d'urgence à court terme, qui ont ensuite été retirées après la pandémie, comme dans le cas du *UK Refuge et Women's Aid*. Atzeni conclut donc qu'à l'avenir, l'usage excessif de ce terme pourrait diminuer son impact et qu'il serait préférable d'utiliser des expressions plus variées, telles que « crise fantôme » ou « lever le voile » - même s'il n'est pas certain qu'elles soient efficaces pour maintenir son pouvoir évocateur.

## **Session parallèle 2A : Travail, présidée par Célia Atzeni (résumé par Tamar Ly)**

La première présentation, intitulée « **Les travailleuses migrantes : Navigating Through Multiple Vulnerabilities** », a été donnée par Nadeera Rajapakse, qui a exploré les crises auxquelles sont confrontés les travailleuses migrantes, notamment celles du Liban, en les classant en deux catégories : exogènes et endogènes. L'exogène fait référence aux chocs externes tels que les conflits, qu'elle mentionne notamment dans le contexte de l'escalade de la guerre avec Israël au moment de la présentation, ainsi que les catastrophes naturelles. Endogènes, quant à eux, renvoient à des problèmes internes découlant de la nature même du travail domestique. Mme Rajapakse a souligné que les femmes sri-lankaises au Liban sont souvent victimes d'une exploitation grave, souvent piégées dans des situations abusives sans protection juridique et confrontées à des conditions proches de l'esclavage. Elle a souligné l'impact économique significatif de ces travailleuses, notant que les transferts de fonds des travailleurs migrants représentaient 8 % du PIB du Sri Lanka (2023), soulignant leur rôle en tant que source vitale de revenus étrangers malgré l'exploitation à laquelle elles sont victimes. Elle a ensuite exploré les causes sous-jacentes des crises endogènes, qui découlent de la faible valeur sociale accordée au travail domestique, des attitudes sexistes et de la marchandisation du travail. Le manque de reconnaissance juridique du travail domestique les défie auxquels ces femmes sont confrontées. Rajapakse a utilisé la résilience comme cadre conceptuel pour critiquer l'accent mis sur les chocs externes dans les discussions sur la crise, en soulignant la nécessité de s'attaquer aux luttes internes permanentes des travailleurs migrants.

La communication de Kseniia Gatskova, intitulée « **Uncertainty in Refugee Labour Market Integration** » (également présentée au nom de David Adunts, Yuliya Kosyakova et Silvia Schwanhäuser), a examiné comment l'incertitude concernant les intentions d'installation affecte l'intégration économique des migrants, en particulier des réfugiés. En utilisant l'étude de cas des réfugiés ukrainiens en Allemagne, elle a montré que l'incertitude quant à savoir s'il faut rester ou rentrer au pays a un impact négatif sur les résultats en matière d'emploi, en particulier pour les femmes, car les hommes sont confrontés à des obstacles supplémentaires à l'émigration en raison de la conscription et, s'ils ont émigré, dans la plupart des cas, ils l'ont fait avec leur partenaire. Elle a constaté que les migrants aux projets incertains sont confrontés à des défis importants, en particulier lorsqu'il s'agit d'investir dans des compétences à long terme telles que l'apprentissage des langues, qui sont étroitement liées aux opportunités d'emploi. Les migrants ayant des intentions claires et à long terme de s'installer sont plus susceptibles d'investir dans l'acquisition de la langue, ce qui améliore leurs perspectives d'emploi et leurs salaires. En revanche, les migrants ayant des intentions à court

terme ont tendance à se concentrer sur la maximisation de leurs revenus pendant leur séjour, limitant leur investissement dans des compétences qui leur seraient utiles à long terme. En revanche, ceux qui ont des projets à long terme sont plus susceptibles d'investir dans le capital humain, comme les compétences linguistiques. Cependant, cela peut créer un « effet de verrouillage », où le temps passé à apprendre la langue réduit les opportunités d'emploi immédiates. Elle a également souligné que les politiques migratoires, en particulier les longues procédures d'asile, peuvent exacerber l'incertitude. Les procédures d'asile longues et le statut de résidence flou rendent difficile pour les migrants de planifier leur avenir, ce qui entrave leur intégration et leur prospérité économique. Pour expliquer ces résultats, Mme Gatskova a appliqué la théorie de la fixation des objectifs, qui suggère que des objectifs spécifiques conduisent à de meilleures performances. Les migrants qui ont des intentions claires sont plus susceptibles de se fixer des objectifs concrets, comme apprendre la langue ou trouver un emploi stable, ce qui améliore l'intégration. Elle a également utilisé le modèle d'investissement dans le capital humain des immigrants, qui postule que les migrants qui prévoient de rester à long terme sont plus susceptibles d'investir dans des compétences transférables, ce qui améliore leurs perspectives économiques à long terme. En conclusion, Mme Gatskova a soutenu que les politiques qui réduisent l'incertitude peuvent aider les migrants à prendre des décisions éclairées quant à leur avenir, conduisant à une meilleure intégration économique à long terme.

Enfin, la présentation de Marta Dominguez Folgeras, intitulée « **La charge mentale du travail domestique en France** », a examiné les charges cognitives et émotionnelles associées au travail domestique et de soins, en particulier la manière dont elles affectent de manière disproportionnée les femmes. S'appuyant sur des recherches qualitatives, elle a identifié quatre composantes clés de la charge mentale : anticiper des besoins, comparer les alternatives, prendre des décisions et surveiller la satisfaction. Elle a souligné qu'en cas de crise comme un choc économique ou social, ces tâches deviennent plus compliquées. Si les alternatives disponibles peuvent être limitées, le suivi de la satisfaction devient également plus difficile, ce qui rend la charge mentale encore plus écrasante pour les femmes. Pour compléter les résultats qualitatifs précédents, Dominguez Folgeras a mené une enquête en 2023 auprès de 1 500 personnes âgées de 30 à 50 ans dans des relations hétérosexuelles, où la garde d'enfants était plus probable. L'enquête visait à quantifier le temps consacré aux tâches ménagères et la manière dont ces responsabilités étaient partagées entre les partenaires. Les résultats ont révélé d'importantes disparités entre les sexes : les femmes ont déclaré effectuer près de deux fois plus de tâches ménagères que les hommes, notamment en ce qui concerne les tâches courantes et la garde des enfants. La chercheuse a également étudié la manière dont les hommes et les femmes perçoivent le partage de la charge mentale. Alors que 80 % des femmes déclarent en faire plus ou beaucoup plus que leur partenaire, les hommes pensent souvent qu'ils partagent la charge mentale de manière plus équitable. Cet écart de perception a été représenté visuellement dans un graphique, montrant comment les hommes et les femmes perçoivent différemment leur contribution aux tâches ménagères. La recherche a mis en évidence le fait que le travail domestique et de soins implique des tâches cognitives importantes, telles que la planification, la prise de décision et l'organisation, qui sont souvent effectuées par les femmes. Ces tâches créent une charge mentale invisible et durable, qui a un impact significatif sur le bien-être des femmes. Il a été constaté que la présence d'enfants augmente considérablement cette charge cognitive, soulignant la nature genrée du travail domestique et ses effets sur la santé mentale et émotionnelle des femmes.

**Discussion** : Nadeera Rajapakse a soulevé la question de savoir comment l'incertitude concernant les intentions d'installation affecte l'intégration, notamment en ce qui concerne l'apprentissage de la langue. Elle a noté que les changements dans les politiques migratoires, tels que le statut temporaire accordé aux réfugiés ukrainiens, créent de l'incertitude et entravent la planification à long terme. Elle a souligné que les nouveaux types de visas autrichiens visent à offrir aux réfugiés une plus grande stabilité, améliorant ainsi leurs perspectives d'intégration.

La conversation a ensuite porté sur la charge mentale du travail domestique. Mme Rajapakse a remis en question le niveau réel d'inégalité dans les responsabilités domestiques, soulignant la nécessité de rendre les tâches plus visibles. Elle a suggéré que les tâches qui sont rapidement accomplies mais mentalement épuisantes sont souvent sous-estimées. Gatskova a contribué en expliquant comment les perceptions du multitâche, en particulier pour les femmes, influencent la charge mentale. Enfin, le concept de marchandisation du travail domestique a été abordé. La question a été soulevée de savoir si la marchandisation pouvait être considérée comme une forme de violence. Mme Rajapakse a précisé que si la marchandisation n'est généralement pas considérée comme une forme de violence, elle est étroitement liée à la vulnérabilité et à l'exploitation, en particulier dans le travail domestique où les déséquilibres de pouvoir sont les plus prononcés.

### **Session parallèle 2B : Crises politiques et économiques, et résistance présidée par Jackie Dugard (résumé par Youssef Sharaf)**

Les communications présentées dans la session parallèle 2B ont abordé les crises économiques et politiques auxquelles sont confrontées les femmes, ainsi que de leurs schémas de résilience et de résistance. La première de ces communications a été rédigée celle de Iona Astier et François Facchini, intitulé ***Democratic Crisis, Polarization and Women's Rights (Crise démocratique, polarisation et droits des femmes)***. Partant d'une lacune relative dans la recherche sur les effets de la polarisation par rapport à l'égalité des sexes, la communication se concentre sur l'égalité juridique des sexes dans 37 pays de l'OCDE, entre 1971 et 2023, à travers le prisme de la polarisation politique. Dans son article co-écrit, Iona Astier se demande si la polarisation politique a un impact sur l'égalité juridique des sexes. L'article s'appuie sur les données de la Banque mondiale et utilise l'indice d'égalité des sexes dans la loi GEL (Gender Equality in Law), qui comprend un certain nombre de composantes, dont la parentalité, les salaires et les pensions, la mobilité et les actifs. L'étude conclut que la polarisation politique est corrélée négativement avec l'égalité des sexes, en raison du blocage législatif qui se produit lorsque les différents partis politiques ne parviennent pas à s'entendre sur les politiques. Cela réduit la proportion de lois adoptées par rapport à l'agenda parlementaire. Il convient de noter à cet égard que l'effet de blocage a déjà été mis en évidence dans le contexte américain par Sarah Binder (1999, 519-33). Par ailleurs, Astier conclut que la représentation des femmes est essentielle, mais qu'elle ne peut à elle seule atténuer cet impact.

Le deuxième article présenté, ***Nomadland : Survivre à l'Amérique du XXIe siècle : The Plight of Women Living in the USA in the Aftermaths of the 2008 Economic Crisis, from Reality to Film***, est rédigé par Emmanuelle Kalfon. Elle aborde un sujet crucial, celui des conséquences de la crise financière de 2008, en revenant sur l'impact socio-économique de

la crise financière sur les femmes vivant aux Etats-Unis, à travers le prisme du cinéma et de la production médiatique en général. En analysant la couverture du *Financial Times* et le film *Nomadland* de Jessica Bruder et Chloé Zhao, elle examine les effets socioéconomiques de la crise sur les femmes, tels que les pertes d'emplois accrues, l'instabilité économique, les conditions de travail instables et l'élargissement des écarts de revenus entre les sexes, en particulier pour les mères célibataires, les femmes âgées et les femmes de couleur. Dans ce contexte, le journalisme immersif de Jessica Bruder à *Nomadland* éclaire les réalités vécues par les femmes âgées qui, confrontées à l'instabilité du logement et à l'insécurité économique, ont adopté un mode de vie nomade pour survivre. Après des années de vie parmi ces « nouveaux nomades », Bruder documente non seulement leurs difficultés, mais aussi leur résilience, leur adaptation et leur sens de la communauté, offrant ainsi un récit vivant de la vie en marge de la société. L'adaptation cinématographique de Chloé Zhao amplifie ces thèmes, mêlant réalisme documentaire et récit fictif pour immerger les spectateurs dans les expériences de Fern, la protagoniste du film, qui symbolise les luttes plus larges des femmes déplacées par les forces économiques. À l'aide de gros plans intimes, d'une palette de couleurs froides et de bandes sonores poignantes, Chloé Zhao crée un récit mélancolique mais plein d'espoir qui reflète l'intersection entre le genre, de la pauvreté et de la résilience. L'essai et le film servent ainsi de textes culturels critiques, illustrant les impacts durables des inégalités systémiques tout en honorant l'action des femmes qui traversent ces crises avec force et créativité.

La troisième et dernière communication de la session, intitulée « **Les femmes et Solidarnosc** », a été rédigée et présentée par Ania Szczepanska. Elle revient sur trois moments clés de l'histoire polonaise, tous trois situés dans les années 1980 : le premier en août 1980, avec les « grèves » qui ont marqué la victoire de *Solidarnosc* (ou Solidarité, un mouvement syndical indépendant et autonome) ; le deuxième le 13 décembre 1981, lorsque l'état de guerre a été déclaré par le général Jaruzelski ; et le troisième entre février et avril 1989, avec les négociations de la Table ronde entre le gouvernement et l'opposition dirigée par *Solidarnosc*, qui précèdent les premières élections parlementaires semi-démocratiques et pluralistes depuis 1947. Ces moments marquent un tournant politique important dans l'histoire polonaise, coïncidant avec la montée en puissance de *Solidarnosc* en tant que vaste mouvement ouvrier anti-autoritaire utilisant des méthodes de résistance civile pour faire avancer la cause des droits des travailleurs et du changement politique. À cet égard, en tant qu'historienne du cinéma et de l'image, Szczepanska a examiné la manière dont les films et les archives visuelles peuvent recréer et modifier la connaissance et la mémoire du passé, ainsi que la façon dont nous les percevons aujourd'hui. Sa contribution particulièrement intéressante prend en compte les différents rôles des femmes en tant qu'acteurs de l'opposition démocratique des années 1980 – elle construit une typologie des acteurs féminins et de leurs rôles dans le processus, et montre comment elles étaient absentes et invisibles dans les institutions politiques après 1989. Szczepanska recommande donc, ce qui n'est pas une tâche facile, une approche historique plus intégrée du mouvement *Solidarnosc*, afin de voir que la mobilisation des femmes dans le passé faisait partie de la lutte actuelle pour les droits de l'homme.

## **Dernière séance plénière : *Le travail que fait la « crise »* et discussion générale, modérée par Angela Greulich (résumé de Nicholas Sowels)**

La dernière séance plénière a commencé par une communication de Yasmine Ergas sur le thème général de la conférence : ***Le travail que fait la « crise » : redéfinir la politique du genre ?*** Ergas a commencé par définir le terme « crise » comme polysémique, porteur de significations contestées qui changent selon le contexte et l'usage. Plus précisément, lorsqu'elles sont associées à des termes tels que « urgence » ou « catastrophe », les crises légitiment des réponses politiques et stratégiques distinctes. L'histoire souligne que la position socio-économique précaire des femmes se traduit souvent par une re-marginalisation pendant les crises, juxtaposée à peu d'opportunités d'avancement. Pour illustrer les dimensions psychologiques et émotionnelles des crises, elle a raconté son expérience personnelle, lorsqu'elle se trouvait dans un avion à destination de New York, au moment des attentats du 11 septembre, et qu'elle s'est trouvée incapable de protéger son enfant dans la ville, dont le sentiment de sécurité et la confiance dans l'avenir ont été grandement affectés.

Yasmine Ergas a ensuite examiné la notion de crise en s'appuyant en partie sur sa propre expérience (dont elle a clairement reconnu qu'elle était privilégiée). Elle a souligné le changement personnel qu'elle a connu après les « années de plomb » en Italie, lorsqu'elle est passée d'une vision essentiellement marxiste des crises, suivant une « trajectoire historique », à une vision post-moderniste du changement, plus « complexe et indéniablement obscure », inspirée par Luhmann et Leotard. Dans cette perspective – historique ou politique et personnelle – Ergas a rappelé l'affirmation de Habermas selon laquelle une crise n'est pas seulement « objective » mais « doit exister aussi dans la subjectivité de l'acteur ». Elle a également souligné la diversité des significations que la crise peut avoir dans la littérature des sciences sociales, politiques et économiques, et la manière dont la crise est devenue un « terme de discours commun ».

S'appuyant sur l'aide à la recherche fournie par Poorvika Mehra pour les médias américains et britanniques, Ergas a noté que les deux termes « femmes » et « crise » apparaissaient en fait relativement rarement ensemble dans le cadre de la crise financière mondiale et de la crise du Covid – malgré le fait que « tout le monde devait savoir que chaque crise frappait les femmes et les hommes différemment, que les politiques correctives mises en œuvre ne traitaient pas tout le monde de la même manière, que les effets à long terme seraient considérablement différenciés ». Cela peut simplement refléter la « marginalisation habituelle des femmes ». Mais elle a fait valoir que cela pouvait également refléter la dynamique politique des crises, où lorsque les sociétés « appellent à un cercle » dans l'intérêt général – « le plus souvent national » – tout le monde est mis dans le même sac, ce qui « réduit peut-être nécessairement la dynamique démocratique » : lorsque les femmes sont mentionnées, c'est souvent pour servir l'objectif de « compacter les nations » afin de mobiliser des tropes sexistes : par exemple sur la question des migrations. Ici, les hommes peuvent être dépeints comme des violeurs violents, tandis que les femmes sont présentées de « sujets volontaires d'un tel autoritarisme patriarcal, les défenseurs de coutumes dangereuses, y compris les mutilations génitales féminines, des procréatrices trop fertiles de « mauvais » enfants ».

Ergas conclut en soulignant que les crises « tournent autour de facteurs structurels de discrimination » et que les « seuls remèdes possibles passent par des transformations

structurelles, qui peuvent résulter d'un progressisme réformateur » : les politiques existantes peuvent et doivent être poursuivies pour que « des transformations plus profondes aient lieu ». Il est donc essentiel de défendre les institutions productrices de connaissances, les possibilités d'action sociale, les institutions de représentation et, surtout, l'habeas corpus des femmes et le droit des femmes à disposer de leur corps.

Avant la discussion finale, **Emmanuel Kattan** (directeur du programme Alliance) a rejoint la conférence pour souligner l'importance de la conférence pour le programme Alliance, qui cherche à tirer parti des sciences sociales pour fournir des solutions et des idées politiques qui répondent à certains des défis auxquels le monde est confronté. Les crises impliquent des injustices structurelles liées au genre et aux inégalités et, en tant que chercheurs en sciences sociales, les participants à la conférence ont un rôle clé à jouer pour résoudre ces problèmes.

### **Discussion générale**

**Angela Greulich** a ouvert la discussion en réponse à la présentation de Yasmine Ergas, la remerciant d'avoir également apporté son point de vue personnel, car il s'agit d'une question à laquelle nous sommes tous confrontés, d'autant plus que la succession de crises que nous traversons conduit facilement à un sentiment de paralysie. Mme Greulich a ensuite noté qu'il n'est pas toujours facile de relier nos travaux en tant qu'universitaires aux engagements politiques que nous pourrions souhaiter poursuivre dans le contexte politique actuel [à travers le monde].

**Yasmine Ergas** a noté qu'il est important de sauvegarder l'espace de l'académie, mais aussi sa place en termes de promotion de la connaissance critique. Pour revenir à la notion de crise versus normalité (comme l'a souligné Hélène Périer [entre autres]), il est important de réaliser que dans tout système social, la crise est endémique – et à bien des égards, elle est souhaitable : vous ne voulez pas que tout reste immobile – car les sociétés ne sont pas dans des états d'optimalité parétienne. C'est également pourquoi je m'inquiète de l'utilisation inflationniste du terme... et des politiques d'exception que les crises justifient souvent.

**Jackie Dugard** a souligné que notre position va influencer la façon dont nous percevons les crises et les crises qui nous parlent. Cela l'a ramenée aux travaux de Nancy Fraser sur la reconnaissance et la redistribution, et elle s'est retrouvée constamment dans cette boucle de conciliation de ces impératifs. Comment gérer le moment où, par exemple, les droits de l'homme dans les pays du Nord global reconnaissent le modèle de reconnaissance – l'intégration des femmes et des Noirs dans les systèmes existants, même si ces systèmes vont nous désintégrer ? Comment concilier ce modèle d'inclusion avec l'implosion ? Et où il n'y a pas de gagnant-gagnant.

**Yasmine Ergas** a noté que la politique du néo-souverainisme, de la représentativité nationale, cherche à résoudre ce problème. Toutes les femmes souffrent de ces pressions... même quelque chose d'aussi mineur que la production académique pendant le Covid a pénalisé les femmes, car les hommes produisaient leurs publications en masse.

La réponse de **Jackie Dugard** est que les femmes devraient retirer leurs enfants du marché jusqu'à ce que le gouvernement socialise la garde d'enfants.

**Yasmine Ergas** a souligné qu'elle se serait punie elle-même si elle avait pris cette décision, de ne pas pouvoir s'engager politiquement.

**Nicholas Sowels** a souligné qu'une émission de radio mentionnée dans la revue de littérature sur les femmes en temps de crise expliquait comment les élections anticipées convoquées en France à la fin du printemps 2024 ont conduit à une marginalisation relative de facto des femmes, simplement parce que les femmes politiques n'ont pas eu le même temps que les hommes pour préparer des programmes et faire campagne. Il a également noté que les jeunes femmes sont plus engagées en politique que les jeunes hommes, ce qui peut leur permettre de garantir, voire d'étendre leurs droits.

**Emmanuel Kattan** : pour revenir à l'idée des crises et du risque de dilution des enjeux, peut-être que le lien entre les crises peut à la fois apporter un nouveau type de compréhension et apporter plus de lumière sur certains des défis auxquels nos sociétés sont confrontées en termes d'égalité des sexes. Il pensait aux travaux de Rachel Kleinfeld, de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, qui a observé que l'hostilité envers les femmes est le seul prédicteur le plus important de la violence politique. M. Kattan s'est demandé si ce genre d'observations, qui rassemblent deux types de crises et relient des enjeux qui ne sont pas forcément censés être liés, peuvent atténuer ces crises... et nous inciter à agir.

**Yasmine Ergas** : plus on peut relier de points, plus on peut comprendre, à condition de ne pas perdre la capacité d'analyse fine. De telles recherches seraient certainement très utiles... et s'inscrivent dans le *créneau* selon lequel plus de droits pour les femmes seraient meilleurs pour la société dans son ensemble. Mais comme l'ont souligné Hélène Périvier (et d'autres), à court terme, il s'agit en grande partie d'un jeu à somme nulle. Il n'y a pas d'unidirectionnalité ici.

Il y a aussi un pourcentage extraordinaire de la population mondiale qui pense que certaines violences contre les femmes sont justifiables – et cela inclut un pourcentage extraordinaire de femmes. C'est à cela que l'on fait face. Parce que lorsque l'on rend cette violence moins plausible, quelqu'un perd le pouvoir. Nous devons être optimistes, mais pas naïfs.

Une discussion finale a suivi la présentation par Tamar Ly et Youssef Sharaf des résumés des sessions parallèles.

**Nicholas Sowels** a demandé s'il existait une théorie globale sur le « travail que font les crises ». Il était sceptique quant à la possibilité d'une telle théorie, mais se demandait s'il était possible d'y réfléchir.

**Yasmine Ergas** a suggéré de poursuivre l'analyse. Les crises sont naturalisées et ont tendance à tirer parti des différenciations de genre, mais pas nécessairement.

Pouvons-nous dire que nous avons aujourd'hui un discours commun suffisamment développé, une action collective qui a résisté aux politiques qui minent la situation des femmes et à d'autres politiques qui ont démantelé les sources de la force institutionnelle ? Au XXI<sup>e</sup> siècle, il a été possible de développer des réponses qu'il aurait été difficile d'imaginer il y a 70 ou 50 ans, lorsqu'il n'y avait pas de programmes d'études de genre, de mécanismes de défense des droits des femmes, pas de traités, pas de lois, pas de femmes travaillant dans les médias et

sur le site d'institutions politiques. Cela a-t-il fait une différence et doit-il être défendu ? Il y a une différence entre une situation où il existe une loi sur l'égalité et une situation où il n'y en a pas.

**Ania Szczepanska** a noté qu'en France, on utilise désormais le terme de recherche-action. Un film intéressant a été réalisé sur les conflits migratoires à la frontière polonaise, qui est fermée aux médias. Des chercheurs spécialisés dans l'étude de l'Holocauste tentent désormais d'appliquer leur méthodologie pour agir sur cette situation.

**Yasmine Ergas** a déclaré qu'elle avait entendu parler de ce terme, mais plutôt dans la perspective que parce que vous faites de la recherche, vous avez un effet.

**Nicholas Sowels** a conclu en informant les participants de la création de ce résumé et en signalant que Jackie Dugard viendra à Paris en mars 2024 et qu'Angela Greulich se rendra en Columbia University en avril.

**Jackie Dugard** a suggéré d'utiliser la page Web de la conférence pour poser d'autres questions.